

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

<p><u>Objet de la réunion</u> : Examen des points à l'ordre du jour de la réunion</p> <p><u>Réunion organisée par</u> : Florent MORILLON (Président) et Thierry FABIAN (Secrétaire)</p> <p><u>Lieu et horaires de la réunion</u> : le vendredi 6 septembre 2019 de 9h30 à 13h. INAO Montreuil salle Figurier</p>	
<p><u>Participants</u> :</p> <p>Commission Boissons Spiritueuses : Mmes Marie-Agnès HEROUT, Claudine NEISSON ; MM. Eric BILLHOUET, Yves DIETRICH, Florent MORILLON (Président), Cyril PAYON, Christophe VERAL.</p> <p>Administrations : M. Julien DENAT (DGCCRF), Mmes Laure-Anne MAGNARD (DGPE) et Karine MOREAU (DGDDI).</p> <p>Experts-Invités : Mmes Anne BASLEY (IDAC), Catherine LEPAGE et Janine BRETAGNE (BNIC), Magali FILHUE (FFS), Carole PIMBEL (CIRT-DOM), Marie-Claude SEGUR (BNIA)</p> <p>Agent de l'INAO : Mmes Manon BALAN, Caroline BLOT, Emilie COLOMBO, Nathalie MARTY-HOUPERT, MM. Philippe HEDDEBAUT, Thierry FABIAN.</p> <p>Excusés : Mmes Corinne LACOSTE-BAYENS, Anne BASLEY (IDAC), MM. Cyril PAYON, Christophe VERAL</p>	<p><u>Diffusion à</u> :</p> <p>Participants, Direction, Pôle vins et spiritueux</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

Repères et alertes : La Commission a pris connaissance des nouvelles propositions de conditions de production du demandeur de l'IG Brandy Français ainsi que des orientations de la CE. Elle a également entendu l'analyse du SEJI quant à la faiblesse de la protection pouvant être apportée à cette éventuelle IG. Cette analyse sera répercutée au demandeur. Les membres de la commission ont débattu et certains ont regretté la faiblesse de la proportion minimale d'apport français prévus dans le cahier des charges. Un travail sur le lien au milieu géographique s'avère nécessaire dans la mesure où sa présentation dans le projet de cahier des charges n'apparaît pas suffisamment pertinente pour justifier un enregistrement en IG. A l'occasion de la discussion sur les certificats de vieillissement dans les brandys, la DGDDI a souligné qu'elle ne disposait pas de base juridique pour délivrer de tels documents en dehors des AOC Armagnac, Cognac, Calvados et des IG de rhums. La DGDDI et la DGCCRF ont indiqué avoir lancé une réflexion conjointe afin de mettre en place un dispositif permettant de répondre à la demande des opérateurs exportateurs qui rencontrent le besoin de tels documents sur certains marchés. Parmi les pistes envisagées figure l'extension à l'ensemble des productions concernées, du dispositif de délégation du contrôle aux interprofessions existant dans les eaux de vie A.O.C. Les représentants des organisations professionnelles présentes ont souhaité être associées aux discussions.

La Commission a pris connaissance des orientations du Comité National sur les pratiques de logement de boissons spiritueuses dans des fûts ayant logé antérieurement d'autres boissons alcoolisées, suite au courrier conjoint de l'INAO et de la DGCCRF adressé aux ODG. Elle a entamé la réflexion sur un cadre de conditions de pratiques d'affinage, à partir des contributions de certains ODG. Cette réflexion se poursuivra lors de la prochaine séance le 18 novembre. Parallèlement une analyse des possibilités d'encadrement de cette pratique va être menée au niveau des textes réglementaires européens.

La Commission a pris connaissance de la dernière version des projets de décrets et d'arrêté qui vont être prochainement mis en consultation par la DGCCRF. S'agissant du projet d'arrêté, la commission a approuvé l'orientation vers une meilleure distinction entre marques de fantaisie et mentions officielles de vieillissement. Une réunion de concertation entre les filières, la DGCCRF et l'INAO se tiendra en amont de la consultation publique sur les projets réglementaires, afin de préciser cette distinction.

La Commission a entendu les impressions de la commission « filière rhums » suite à sa mission aux Antilles, à travers la restitution de son Président Yves DIETRICH. Une réunion se tiendra prochainement afin notamment d'étudier la question de l'usage du boisé ainsi que les mentions de vieillissement propres aux rhums.

La Commission a pris connaissance des informations relatives aux évolutions de la réglementation européenne.

Réunion suivante : 18 novembre de 9h30 à 14h30.

Ordre du jour prévisionnel : Logement des boissons spiritueuses dans des fûts ayant logé d'autres boissons alcoolisées ; projet d'arrêté sur les mentions de vieillissement

I. ORDRE DU JOUR DE LA REUNION PASSEE

POINT DE L'ORDRE DU JOUR	RESULTAT
Introduction	Le Président MORILLON transmet les excuses de Corinne LACOSTE-BAYENS, Anne BASLEY, Cyril PAYON et de Christophe VERAL. N'étant pas sûr que tout le monde se connaisse, il propose de faire un tour de table de présentation. Il remercie Yves DIETRICH pour les délicieuses quetsches, fraîchement récoltées qu'il a apporté à la Commission.

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

Compte rendu de la réunion du 12 avril 2019	<i>Aucune remarque n'étant apportée sur la dernière version adressée le 1^{er} juillet 2019, celle-ci est approuvée.</i>
1. Demande d'IG Brandy Français : Point d'étape de la Commission d'enquête	<p>Thierry FABIAN présente les évolutions des conditions de production adoptées par le demandeur suite à la réunion du 29 mars.</p> <p>Yves DIETRICH complète avec Claudine NEISSON pour indiquer que la CE estime être arrivée à un bon équilibre au sujet des conditions de production. Concernant la part de vins français, une augmentation de la proportion serait peut-être souhaitable au regard du lien au milieu géographique mais risque de déstabiliser les filières de production de vins destinés aux eaux de vie AOC du fait des achats de vins des élaborateurs de brandy. Concernant les mentions de vieillissement, les membres de la Commission d'enquête soulignent que la dernière proposition est en progrès par rapport à celle présentée par la DGCCRF en décembre 2018. Certes il y a encore un écart important avec les règles des eaux de vie de vin mais pour la Commission d'enquête, le pire serait de faire durer la situation actuelle, caractérisée par une absence totale d'encadrement.</p> <p>Marie Claude SEGUR évoque la concurrence que ce produit fera peser sur l'Armagnac au regard de ses moindres coûts de production tant du fait de ses approvisionnements extérieurs que de ses moindres exigences quant aux mentions de vieillissement.</p> <p>Claudine NEISSON estime que si cette concurrence s'exerce actuellement de façon déloyale, c'est bien du fait de l'absence de cahier des charges.</p> <p>Eric BILLHOUEt comprend la position de l'Armagnac car l'enregistrement en IG conférerait au Brandy Français une légitimité dont il ne dispose pas à présent.</p> <p>Thierry FABIAN souligne que la Commission d'enquête n'a pas la tâche facile. Il n'est pas évident de construire un cahier des charges satisfaisant à la fois pour les opérateurs, pour les administrations et pour les AOC d'eaux de vie de vin sur un produit qui bien que représentant l'une des principales productions françaises de spiritueux depuis l'entre deux guerres n'a jamais été réglementé en France.</p> <p>Eric BILLHOUEt indique qu'il n'est pas contre une IG Brandy français mais attend une protection des AOC d'eaux de vie de vin contre les menaces que représente ce type de demande notamment en matière de parasitage.</p> <p>Nathalie MARTY HOUPPERT tient à rassurer Monsieur BILLHOUEt quant au niveau de protection des IG induit par les règlements européens : les textes et la jurisprudence de la CJUE confortent un dispositif de protection élevée. Il n'y a pas de crainte à avoir.</p> <p>Nathalie MARTY HOUPPERT présente au moyen d'un diaporama les analyses du service juridique et international</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<p>relatives à la demande de reconnaissance de l'IG Brandy en s'attachant tout particulièrement à la protection de la dénomination Brandy Français cf. note de présentation. Elle indique en conclusion que la protection de l'IG ne pourra s'appliquer qu'à la dénomination dans son ensemble, entraînant une possibilité de mise en œuvre très restreinte de la protection européenne et donc une protection « faible » de cette IG.</p> <p>Emilie COLOMBO commente plusieurs diapositives relatives à l'analyse du lien au milieu géographique. Elle estime qu'il convient de retravailler ce point dans la mesure où seule une part minimale de la matière première provenant de France, les développements relatifs au vin et au climat manquent de pertinence car ils ne s'appliquent qu'à la partie produite dans l'aire géographique. De plus, le lien à l'origine géographique relevant essentiellement du vieillissement en fûts de chêne sessile et pédonculé devrait être approfondi car ces pratiques ne sont pas spécifiques.</p> <p>Le Président MORILLON observe que ce dossier ne fait pas l'unanimité. Il pense qu'il serait plus facile à traiter si le cahier des charges imposait un approvisionnement intégral en France et demande quelles sont les prochaines étapes.</p> <p>Thierry FABIAN indique que comme l'a souligné Emilie COLOMBO le lien au milieu géographique qui n'a pas suivi l'évolution des conditions de production du projet de cahier des charges doit être réécrit. Il faut donc à présent que la Commission d'enquête étudie le projet de cahier des charges dans son entier et apprécie sa pertinence, notamment à travers la cohérence entre les conditions de production et la partie décrivant le lien à son environnement géographique.</p>
<p>2. Logement des eaux de vie dans des fûts ayant logé d'autres boissons alcoolisées et affinage des boissons spiritueuses :</p> <p><i>1. Explication du courrier DGCCRF – INAO du 11 juin 2019</i></p> <p><i>2. Premiers retours des ODG</i></p> <p><i>3. Réactions du Comité National lors de sa séance du 5 septembre 2019.</i></p>	<p>Le Président MORILLON indique que ce dossier a été présenté lors de la séance du Comité National qui s'est tenue la veille. Les membres du Comité National ont pu s'imprégner de la question et des échanges nourris ont pu avoir lieu avec des représentants d'AOC. Il est ressorti des discussions la nécessité de disposer d'un encadrement des pratiques dans les cahiers des charges des spiritueux ainsi que de trouver un cadre de protection des IG si possible au niveau international. Il souligne qu'il a défendu la liberté des professionnels au sein de chaque ODG d'inscrire ou non cette pratique dans leur cahier des charges.</p> <p>Yves DIETRICH précise que le problème a été abordé sous ses deux aspects : d'une part la possibilité ou non pour les IG de spiritueux de réaliser cette pratique et d'autre part la protection des AOC de vins ou de spiritueux contre les utilisations abusives de leur dénomination au sujet desquelles sont intervenus plusieurs membres.</p> <p>Caroline BLOT indique que le Comité National a donné</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<p>mission à la Commission de Protection des Dénominations appuyée par la Commission Nationale Boissons Spiritueuses pour engager une réflexion sur l'encadrement de ces pratiques tant au regard des IG utilisatrices (cahier des charges) que de la protection des IG utilisées (cadre réglementaire à rechercher). Au vu de l'internationalisation du marché des spiritueux, le Comité National a recommandé de rechercher un cadre européen à cette réglementation.</p> <p>Claudine NEISSON rappelle que cette pratique a toujours existé dans certaines filières mais que le problème est né de la communication qui en a été tirée depuis quelques années. Elle prend pour exemple les rhums qui à la Martinique ont toujours été vieillis soit dans des fûts de chêne blanc ayant servi à l'élevage des whiskys américains, soit dans des fûts de chêne sessile ou pédonculé ayant vieilli du Cognac. Jusqu'à peu, aucun opérateur ne faisait référence au Bourbon ou au Cognac sur ses étiquetages et encore moins au Porto ou au single malt Scotch whisky...</p> <p>Janine BRETAGNE souligne la nécessité de trouver un équilibre entre l'encadrement de la pratique dans les IG de spiritueux et la protection des noms géographiques.</p> <p>Julien DENAT indique que la DGCCRF intervient sur cette question au titre de la protection du consommateur contre des pratiques abusives mais également au titre de la loyauté générale des transactions commerciales. Ainsi toute surexploitation de la notoriété d'une IG sur un étiquetage constaté par l'administration ou qui lui sera signalée peut donner lieu à un contrôle et à des suites de contrôle.</p> <p>Thierry FABIAN présente les questions posées par cette pratique ainsi que les premières réactions des ODG. Il indique que deux situations distinctes apparaissent : d'une part des IG dont les cahiers des charges sont très ouverts sur les questions de vieillissement et dont il est proposé que les conditions d'affinage le soient tout autant et d'autre part des IG dont les cahiers des charges prévoient des conditions de vieillissement très précises et dont les règles d'affinage devront nécessairement si elles sont admises déroger à ces conditions. A partir de ces retours il présente à la réflexion des membres de la Commission quelques pistes d'encadrement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • existence ou non d'un usage antérieur ou d'un lien au milieu géographique • conditions éventuelles de production relatives <ul style="list-style-type: none"> ○ à la boisson logée antérieurement dans le fût : <ul style="list-style-type: none"> ▪ quelles boissons ? ▪ le logement a-t-il respecté les usages d'élaboration de la boisson ? ▪ d'autres boissons peuvent-elles avoir été logées précédemment dans le fût ? ○ au déroulement de l'affinage en tant que tel ;
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ comment s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une aromatisation ? ▪ seule une partie du lot peut-elle être logée dans le fût d'affinage ? ▪ la période d'affinage doit-elle être encadrée par une durée minimale ou une durée maximale ? ▪ un même fût peut-il servir à plusieurs cycles d'affinage ? ○ à l'étiquetage des produits <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'indication du logement antérieur doit-elle être placée de façon spécifique par rapport à la dénomination légale ? ▪ doit-elle reprendre une mention obligatoire du type «affiné en fûts de XX» ? ▪ doit-elle utiliser des caractères de taille ou de proportion limitée par rapport à ceux de la dénomination légale? ▪ L'indication de l'appellation logée précédemment doit-elle apparaître et si oui de façon spécifique ? • dispositions de contrôle <ul style="list-style-type: none"> ○ quelles dispositions permettent-elles de s'assurer du respect de ces conditions ? ○ les caractéristiques organoleptiques définies dans la description du produit au sein du cahier des charges sont-elles respectées à l'issue de l'affinage ? <p>Marie Claude SEGUR se demande si la réflexion sur les points d'encadrement ne vient pas trop vite. En effet avon-nous une réponse sur les différentes questions réglementaires posées par cette pratique : s'agit-il d'une forme d'aromatisation ? La référence à des IG est-elle possible au regard des règles qui les protègent ?</p> <p>Emilie COLOMBO et Thierry FABIAN indiquent que ces pratiques s'inscrivent dans des zones grises qu'il n'a pas été possible jusque là de clarifier. Il semble à présent nécessaire de tirer les leçons de cette situation et de proposer aux IG qui revendiquent l'usage et la présentation de cette pratique un projet d'encadrement.</p> <p>Eric BILLHOUET s'interroge sur la question du lien au milieu géographique. Est-ce que le logement dans des fûts usagés suppose d'être justifié par une antériorité et d'être inscrite dans un lien au milieu géographique ?</p> <p>Florent MORILLON estime que cette question est cruciale dans la mesure où certaines IG de spiritueux ne disposent ni d'une antériorité de recours à cette pratique, ni de la possibilité d'inscrire cette pratique dans le lien qu'elles entretiennent avec leur milieu géographique.</p> <p>Par ailleurs, il lui apparaît préférable de bien segmenter le</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<p>vieillessement et l'affinage car n'envisager que des conditions d'affinage conformes aux conditions de vieillissement revient à exclure certaines IG de l'accès à cette pratique.</p> <p>Manon BALAN estime que la question du contrôle est centrale, la contrôlabilité de certaines dispositions concernant le fût et réalisées antérieurement à l'affinage de la boisson spiritueuse apparaissant comme extrêmement problématiques.</p> <p>Eric BILLHOUET ne voit pas comment contrôler ces dispositions sans établir une carte d'identité sur chaque fût.</p> <p>Le Président MORILLON conclut qu'il convient d'avancer sur ce sujet en restant à l'écoute des réflexions des ODG et en leur présentant des analyses. Il invite les participants à la CNBS à poursuivre la réflexion et les échanges à tous niveaux afin de parvenir lors de la prochaine séance à des premières réponses aux demandes du Comité National sur la réglementation de la pratique dans les cahiers des charges des IG « utilisatrices » et sur la protection des IG « utilisées » au niveau européen.</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

3. Règlements nationale

<p>1. Code de la consommation :</p> <p><i>1. Présentation de la dernière version du projet de décret relatif à l'élaboration et à l'étiquetage des boissons spiritueuses.</i></p> <p><i>2. Arrêté d'application relatif aux mentions de vieillissement : retour des ODG sur leur recensement des mentions en usage non définies.</i></p>	<p>Le Président MORILLON demande à la DGCCRF de présenter le dossier.</p> <p>Julien DENAT indique que les projets de décret et d'arrêté ont été communiqués au cabinet du Ministre de l'économie et des finances pour examen avant leur mise en consultation sur le site internet du ministère www.economie.gouv.fr. Une durée de 2 mois est envisagée pour cette consultation. Il est prévu que chacun transmette ses réactions aux projets par mail sur la boîte fonctionnelle du bureau 4C de la DGCCRF qui sera communiquée dans la documentation mise en ligne. A l'issue de cette consultation, une synthèse des observations reçues sera rédigée et mise en ligne par la DGCCRF. Le projet initial sera éventuellement adapté avant d'être notifié à la Commission Européenne.</p> <p>Il souligne que la version présentée présente très peu de différences par rapport à la dernière version discutée lors de la réunion du 13 décembre 2018. Il s'agit essentiellement d'améliorations rédactionnelles liées à la prise en compte d'exigences législatives. Il décrit rapidement les principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 6 : Les boissons à base de baies de genévriers élaborées par fermentation et distillation ont été ajoutées aux boissons spiritueuses désignées comme « eau de vie » • Article 8 : Les valeurs maximales d'obscurité ne sont plus définies dans le texte par catégories. Il est simplement renvoyé à la possibilité pour les cahiers des charges de les fixer.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<ul style="list-style-type: none"> • Article 18 : la proposition de définition de l'absinthe a été retirée au profit de la formule : en attente de la proposition de la filière. <p>Janine BRETAGNE pose la question de l'évolution de l'article 21 qui paraît plus restrictif que la version antérieure. Il semble indiquer qu'en dehors des productions de l'UE et des pays en accord avec l'Union les boissons spiritueuses des pays tiers doivent également respecter les règles de ce décret.</p> <p>Julien DENAT indique qu'il s'agit d'une formule législative d'usage pour les textes réglementaires mettant en œuvre les dispositions du code de la consommation validées en Section des Finances du Conseil d'Etat. L'esprit du texte reste le même : le décret s'applique aux productions françaises.</p> <p>Thierry FABIAN rejoint par Carole PIMBEL alertent sur la rédaction de deux articles du chapitre relatif au rhum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'article 10 définissant le rhum traditionnel. Celui-ci indique que le rhum traditionnel est mis sous bois dans l'aire, il conviendrait d'indiquer qu'il est élevé dans l'aire car sans cette correction, le rhum pourrait être mis sous bois dans l'aire et élevé ou vieilli en dehors. • l'article 14 relatif au rhum vieux ne reprend pas les articles 1 et 2 du décret 63-765 du 25 juillet 1963 qui précisent d'une part que le rhum est mis en bouteille exclusivement par les titulaires de comptes de vieillissement et d'autre part que la délivrance de ces comptes par l'administration est réservée aux producteurs et négociants en rhums des DROM et de la métropole. Combiné avec le décret 88-416 du 22 avril 1988 qui depuis sa modification du 27 mars 1992 impose le vieillissement dans l'aire et donc limite la délivrance de ces comptes à producteurs ou négociants situés dans l'aire, cela signifie que la mise en bouteille des rhums vieux ne peut être réalisée que dans l'aire. Il conviendrait donc que cette disposition figure explicitement dans le futur projet de décret. <p>Julien DENAT prend note de ces réactions.</p> <p>Carole PIMBEL ajoute qu'à l'article 4 du décret du 25 juillet 1963 figurent également les dispositions relatives à l'établissement des certificats de vieillissement et à leur visa par la DGDDI qui ne sont pas reprises dans le projet de décret.</p> <p>Karine MOREAU intervient pour signaler que ces dispositions n'existent pas en dehors des rhums et des AOC Armagnac, Calvados et Cognac. Du fait de cette absence de bases réglementaires et de l'absence de contrôles, il n'est pas possible à son administration de délivrer de tels documents,</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<p>notamment dans les filières whisky ou brandy.</p> <p>Elle indique qu'une réunion a eu lieu avec la DGCCRF afin d'envisager les différentes possibilités de remédier à cette situation extrêmement pénalisante pour ces filières. En effet les administrations de certains pays demandent aux Douanes d'établir de tels documents certifiant les âges mentionnés et en leur absence, les produits risquent d'être renvoyés à leurs expéditeurs.</p> <p>Plusieurs solutions ont été envisagées : mise en place d'un contrôle par des organismes professionnels (ODG, interprofessions ou autres) agissant par délégation de la DGDDI, autocertification... Parmi celles-ci la mise en place d'un contrôle par des organismes professionnels sous la supervision de la DGDDI paraît la plus pertinente.</p> <p>La Commission prend connaissance de ces informations et demande à être tenue informée de ces évolutions.</p> <p>Julien DENAT rappelle qu'aucune décision n'a encore été prise et qu'il s'agit d'une première discussion entre administrations qui sera suivie d'échanges avec les différentes filières concernées.</p> <p>Magali FILHUE indique que cette question ne concerne pas que les IG mais l'ensemble des spiritueux. Il convient donc que la FFS participe à cette concertation.</p> <p>Julien DENAT en convient.</p> <p>Marie Claude SEGUR pose la question de la consultation publique de l'arrêté. Sera-t-elle concomitante avec celle du projet de décret ?</p> <p>Julien DENAT répond par l'affirmative.</p> <p>Marie Claude SEGUR relève que dans le projet d'arrêté, le XO est porté conformément au souhait des professionnels, de 6 à 10 ans mais que les mentions Hors d'âge et Extra ont été laissés conditionnés à un vieillissement d'au moins 6 ans. L'Armagnac souhaiterait aligner ces deux mentions au niveau du XO.</p> <p>Janine BRETAGNE soutient cette demande puisque le cahier des charges du Cognac intègre déjà ces deux mentions au niveau du XO, soit 10 ans minimum de vieillissement.</p> <p>Thierry FABIAN indique que les AOC Cognac, Calvados et Armagnac ont réalisé un recensement des mentions utilisées par les opérateurs. Ces recensements montrent que plusieurs mentions ne figurent pas dans le projet d'arrêté ni dans le décret 2016-1757 du 16 décembre 2016 en vigueur.</p> <p>Janine BRETAGNE, Marie Claude SEGUR et Marie Agnès HEROUT citent plusieurs exemples puisés dans les résultats</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

<p>2. <u>Code rural</u> :</p>	<p>de cette étude mais soulignent qu'il s'agit plutôt de marques de fantaisie.</p> <p>Julien DENAT indique qu'effectivement cette distinction est d'importance car l'usage des marques de fantaisie qui n'évoquent pas le vieillissement ou l'âge des eaux de vie doit rester libre. Ces marques de fantaisie n'ont pas à figurer dans le projet d'arrêté.</p> <p>Marie Claude SEGUR relève que dans l'actuel décret, cette distinction n'est pas réalisée car plusieurs mentions n'évoquent en rien le vieillissement. Par exemple : signature, tradition, de luxe...</p> <p>Thierry FABIAN rappelle que ce décret a été rédigé dans une certaine urgence en 2014 afin de permettre d'insérer dans les cahiers des charges des IG ces mentions qui figuraient auparavant dans de vastes listes de termes présentées dans des accords interprofessionnels.</p> <p>Julien DENAT indique que la DGCCRF n'est pas opposée, si c'est le souhait des professionnels, à retrancher du texte en vigueur certaines de ces mentions.</p> <p>Le Président MORILLON demande si la Commission est favorable à cette distinction entre marques de fantaisie dont l'utilisation serait laissée libre et qui ne figureraient pas dans l'arrêté et les mentions évoquant directement ou indirectement l'âge ou l'élevage des eaux de vie dont les règles d'utilisation seraient définies dans le projet d'arrêté.</p> <p>La Commission approuve cette orientation.</p> <p>Julien DENAT suggère que les différentes filières se concertent pour préciser leur approche de cette distinction. Il rappelle que la version du projet d'arrêté qui sera mise en consultation ne pourra pas prendre en compte ces évolutions qui pourront bien évidemment l'être si des observations écrites en ce sens sont communiquées durant la phase de consultation.</p> <p>A la demande des professionnels, Julien DENAT et Thierry FABIAN indiquent qu'une discussion complémentaire sur cette question est envisageable en amont du déclenchement de la consultation publique : elle aurait pour objet d'apporter des réponses à des interrogations spécifiques que se poseraient les membres de la commission boisson spiritueuse.</p> <p>Florent MORILLON demande à Laure-Anne MAGNARD de présenter le dossier.</p> <p>Laure Anne MAGNARD détaille les informations de la note. Elle indique que l'abrogation de l'article L641-9 qui permettrait</p>
--------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<p>de supprimer la référence au maintien du statut des appellations d'origine dans les départements d'outre-mer ainsi qu'aux appellations d'origine définies par voie législative ou réglementaire a fait l'objet d'une expertise juridique qui conforte la possibilité d'une abrogation. Pour autant le texte législatif qui permettrait cette évolution n'a pas encore été retenu.</p> <p>Elle indique qu'elle est en discussion avec le service des affaires juridiques du ministère au sujet de la mise à jour de l'ensemble des articles du code rural concernés par la publication du règlement 787-2019. Un point plus précis pourra être effectué au cours d'une prochaine séance de la Commission Boissons Spiritueuses.</p> <p>Marie Claude SEGUR et Janine BRETAGNE informent la commission que le BNIC et le BNIA ont constitué un groupe de travail afin d'expertiser la rédaction actuelle des dispositions relatives aux spiritueux et d'envisager certaines évolutions. La Commission Boissons Spiritueuses sera informée de l'avancement de son travail.</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

4. Règlementation européenne :

<p><u>1.IG, fiches techniques et cahiers des charges</u></p> <p><i>1.Enregistrement en IG de l'Absinthe de Pontarlier</i></p> <p><i>2.Suite de la validation par la COM des fiches techniques</i></p> <p><i>3.Retour de la COM sur d'éventuelles demandes d'intégration dans les cahiers des charges, de variantes de leur dénomination.</i></p> <p><i>4.Etat des lieux de la demande de modification de la dénomination des IG de Boissons Spiritueuses Champenoises.</i></p> <p><u>2.Règlementation secondaire du Règlement 2019/787</u></p> <p><i>1.Projet de règlement délégué</i></p> <p><i>2.Projet de règlement d'exécution</i></p> <p><i>3.Projet de lignes directrices pour la mise en œuvre de certaines dispositions relatives à l'étiquetage.</i></p>	<p>Thierry FABIAN présente la note d'information.</p> <p>La Commission se félicite de l'enregistrement de l'Absinthe de Pontarlier qui devient ainsi la 53^{ème} IG française.</p> <p>Elle a pris connaissance de l'ensemble des informations présentées dans la note et reprises dans le diaporama.</p> <p>Elle souligne la nécessité de prendre en compte les remarques de la Commission européenne sur l'usage des variantes de dénominations d'IG avant d'envisager d'éventuelles évolutions des dénominations.</p> <p>Thierry FABIAN présente la note d'information sous le contrôle de Laure Anne MAGNARD et de Julien DENAT qui représentent les autorités françaises devant les instances européennes compétentes sur l'évolution de textes relatifs aux spiritueux.</p> <p>Manon BALAN souligne au sujet du règlement d'exécution l'inquiétude de l'INAO de voir mettre en place un certificat individuel autorisant un opérateur à présenter ses produits sous la dénomination protégée et pouvant lui être retiré en cas de manquement constaté. Elle indique qu'actuellement les certificats sont attribués aux ODG et donc collectifs même si l'habilitation des opérateurs est individuelle. Mettre en place un certificat individuel représentera une lourde charge administrative supplémentaire, qui n'est par ailleurs imposée</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

<u>3. Accord UE-Mexique : liste des IG de spiritueux bénéficiant de la protection.</u>	<p>dans aucun autre règlement du système qualité européen.</p> <p>La Commission Boissons Spiritueuses relaye cette inquiétude.</p> <p>Julien DENAT, au sujet du projet de lignes directrices pour la mise en œuvre de certaines dispositions d'étiquetage prévues par le Règlement 787-2019, signale qu'une nouvelle version devrait être présentée lors de la prochaine réunion du comité d'experts de la Commission Européenne le 24 octobre 2019. Elle pourra ainsi être présentée lors de la prochaine séance de la Commission Boissons Spiritueuses.</p> <p>Thierry FABIAN présente la note d'information.</p> <p>La Commission prend connaissance de ces informations</p>
5. Retour de la commission filière rhums suite à sa mission aux Antilles	<p>Le Président MORILLON indique que ce déplacement a permis d'installer cette commission qui a désigné Yves DIETRICH comme Président. Il lui passe donc la parole pour présenter cette mission.</p> <p>Yves DIETRICH indique que cette commission a la particularité d'associer des membres du Comité National : Mme NEISSON, Florent MORILLON et lui-même à 5 représentants des ODG, issus des différents départements, opérateurs d'une des 6 IG ou de l'AOC Martinique. Ce déplacement a permis à chacun de faire connaissance avec les autres et de bien comprendre ce qu'il pourra apporter de spécifique à la Commission. Une autre des caractéristiques de cette commission mais qui est commune avec la Commission Boissons Spiritueuses est la présence des administrations. L'accompagnement de Benjamin NARDEUX de la DGCCRF a beaucoup participé au succès de ce déplacement dans la mesure où les professionnels ont apprécié de disposer de réponses précises sur les questions qu'ils se posent même si ces réponses n'allaient pas dans le sens de leurs attentes comme par exemple au sujet de l'interdiction de l'usage du boisé.</p> <p>Il a beaucoup mieux compris les spécificités de cette filière grâce à l'ouverture des professionnels locaux qui ont présenté leurs installations en évitant aucune question ni aucun problème.</p> <p>La visite des deux îles a permis de mettre en évidence deux réalités différentes mais des problématiques communes. A la Guadeloupe, le passage à l'IG a été subi tandis qu'à la Martinique, les professionnels se sont engagés âprement pour une reconnaissance en AOC qui a été longue et difficile à venir. De ce fait la Martinique où la part de rhum de mélasse est beaucoup plus faible paraît plus engagée dans la voie de la premiumisation qu'il s'agisse des produits ou du spiritourisme même si la modernisation des installations et la diversification des gammes de produits a été engagée</p>

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

	<p>également en Guadeloupe. La sole cannière présente également une grande différence de répartition, la Guadeloupe comptant environs 10 fois plus de planteurs pour une production à peu près équivalente.</p> <p>Pour autant les attentes sociétales en matière environnementales touchent de façon identique les deux départements et l'arrêt des autorisations d'utilisation de certains herbicides de la canne suppose une réflexion sur les systèmes de production. La Commission a eu le sentiment que la filière se trouvait très seule pour engager cette révolution, les établissements publics de recherche ou d'appui technique participant assez peu à cet effort.</p> <p>Florent MORILLON souhaite en complément adresser ses remerciements à Carole PIMBEL pour l'organisation matérielle de ce déplacement ainsi qu'aux professionnels rencontrés qui par leur accueil et par la qualité des échanges ont contribué à leur bonne compréhension des dossiers.</p> <p>Il rappelle qu'il a invité la Commission à se rendre à Cognac pour poursuivre ce partage d'expériences.</p> <p>Thierry FABIAN complète en indiquant que la Commission programmera rapidement une réunion afin d'étudier les questions spécifiques de la filière : la question de certaines mentions de vieillissement, l'usage du boisé...</p>
6. Questions diverses	Aucune question diverse n'est présentée.

II. QUI FAIT QUOI

TACHE	QUI ?	POUR QUAND ?
Validation du projet de compte-rendu	PARTICIPANTS	Fait
Information des filières sur l'évolution des dispositions de délivrance des certificats d'agrément (en dehors des AOC Armagnac, Calvados, Cognac, Martinique) et des IG de rhums	DGDDI et DGCCRF	Dès que possible
Organisation d'une réunion de concertation afin de préciser la distinction entre marques de fantaisie et mentions de vieillissement en amont de la consultation publique	Julien DENAT	Fait

I N A O	Commission Boissons Spiritueuses Compte Rendu de la réunion du 6 septembre 2019	Auteur du relevé : T. FABIAN Version finale approuvée
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

Organisation d'une réunion de la commission filière rhums au sujet notamment de l'utilisation du boisé et des mentions de vieillissement spécifiques au rhum	Thierry FABIAN	le 18 novembre de 15h à 17h.
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------	------------------------------